

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX - 25-27, Grande-Rue. Tél. 37.31.
 TOURCOING - 22, rue Osmont. Tél. 437.
 LILLE - 11, rue Faidherbe. Tél. 239.31.
 PARIS - 22, boulevard Beaumarchais. Tél. Provence 71.54.
 BOUCHON - 105, rue de la Station. Tél. 144.
ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Sobons
 Alfred Sobons
 Rodolphe Alfred Sobons

ABONNEMENTS
 Nord et Département
 (tarif spécial)
 3 mois 60 fr.
 6 mois 100 fr.
 1 an 180 fr.
 Autres Départements
 et Colonies
 3 mois 65 fr.
 6 mois 105 fr.
 1 an 190 fr.
 Compte d'abonné : Lille 97.

L'EXPOSITION

"Le bolchevisme contre l'Europe" s'est ouverte hier à Paris

Paris, 1^{er} mars. — Dimanche à 10 heures, à la salle Wagram, l'ouverture de l'exposition « Le bolchevisme contre l'Europe » organisée par le Comité d'action anti-bolcheviste, avec le concours du Parti populaire français. Elle a été inaugurée par M. Paul Marion, secrétaire général à l'information, M. de Brinon, délégué général du gouvernement dans les territoires occupés, représentant le chef de l'Etat à cette inauguration, à laquelle assistaient l'amiral Brard, préfet de police; M. Trochu, président du Conseil municipal; le général Bridoux, des représentants des autorités d'occupation; le lieutenant-général Barkhausen, représentant le général von Stuebeling, commandant militaire pour la France; M. Schieler, de l'ambassade d'Allemagne; M. Berndt, représentant le ministre de la Propagande allemande; les consuls généraux d'Italie, d'Espagne, de Hongrie, de Finlande et de Roumanie, ainsi que de nombreuses autres personnalités allemandes et françaises.

Prénant la parole, M. de Brinon a souhaité que cette exposition, dont le but est de donner à tous nos compatriotes la notion claire des conditions du salut public, puisse atteindre son but et engager les visiteurs à réfléchir sur les fautes d'hier, ainsi que sur les devoirs de demain.

S'adressant aux délégués des nations étrangères, M. de Brinon s'est exprimé en ces termes :

« Votre présence est le témoignage de l'intérêt que vous portez à l'œuvre de notre chef vénéré, le général Pétain, qui, après avoir arrêté une guerre insensée et préservé ses compatriotes de maux beaucoup plus grands que ceux dont ils souffrent, force, jour après jour, le respect des hommes de bonne foi qui travaillent à redresser la France.

« Elle est aussi le signe de notre solidarité. Combien de souffrances nous ne pouvons nous empêcher de partager ! Une promesse que notre pays se fera, dans l'Europe qu'il enfante par lui-même, une place digne de lui. »

Dans un raccourci impressionnant, M. Paul Marion a montré la réalité sous les mensonges de la propagande bolcheviste. Derrière le slogan : « Le pain, la paix, la liberté » qui a égaré tant d'esprits généreux mais naïfs, il a fait voir que le pain était famine, que la paix aboutissait à la plus atroce des guerres et que la liberté consistait dans la plus abjecte des tyrannies.

« Le général Pétain, a encore déclaré M. Marion, a dénoncé la dangereuse alliance du capitalisme et du communisme. Il a décidé que la France, pour s'en libérer, devait, après d'autres révolutions nationales, mais avec son génie particulier, prendre sa place sur les chantiers européens où s'élabore un ordre social plus juste.

« Il a été le premier chef d'Etat qui, évoquant la condition projetée, ait déclaré : « Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette condition. »

« Il a voulu aussi que, dans les limites où la défaite de nos armes nous le permettait, notre peuple participât à la grande bataille de la civilisation même contre la barbarie à l'Est. »

Trois « Spitfire » abattus au-dessus de la Manche

Berlin, 1^{er} mars. — Au cours d'un vol de patrouille, quatre chasseurs allemands du type ME 109 ont rencontré, samedi, une formation de vingt « Spitfire » dans la Manche. Les ME 109 ont accepté le combat, dispersé la formation et entraîné séparément les avions ennemis dans des duels acharnés, dont ils sont sortis vainqueurs.

Il s'agit de trois « Spitfire », qui sont tombés en mer, tandis que les chasseurs allemands rentraient à leur aérodrome de campagne et que les autres avions anglais faisaient demi-tour.

Batailles navales au large de Sourabaya et de Batavia

CINQ CROISEURS ET SIX DESTROYERS coulés par la flotte nippone

QUATRE AUTRES CROISEURS GRAVEMENT ENDOMMAGÉS

Tokio, 1^{er} mars. — Le quartier général impérial donne les précisions suivantes sur les grandes batailles navales qui ont eu lieu au large de Sourabaya et de Batavia :

Les unités de la marine japonaise qui opéraient dans les eaux des Indes néerlandaises ont combattu, au cours de deux combats livrés le 27 février et dimanche matin, aux flottes ennemies combinées, cinq croiseurs, dont un américain de gros tonnage et six destroyers. Elles ont, en outre, gravement endommagé quatre croiseurs ennemis.

Trois croiseurs et six destroyers ont été coulés lors de la bataille qui a eu lieu au large de Sourabaya, entre le croiseur cuirassé du 27 février et l'aube du 28, tandis que quatre autres croiseurs étaient sérieusement endommagés.

Au cours de l'autre bataille, qu'on a baptisée « bataille navale de Batavia », et qui s'est déroulée dimanche matin, un grand croiseur américain et un croiseur australien ont été coulés.

Les navires de la flotte japonaise, mis en ligne dans les eaux indo-néerlandaises, ont ainsi pratiquement détruit les gros des forces ennemies réunies. Ils poursuivent maintenant leurs opérations dans ces mers.

Un destroyer japonais a été légèrement endommagé, mais se trouve toujours en ordre de bataille.

Les Japonais sont parvenus à amener à Java environ cinquante transports.

Amsterdam, 1^{er} mars. — Le service d'informations anglais annonce que les troupes de débarquement, qui se composent d'unités d'élite, paraissent avoir reçu une excellente formation pour les opérations sur terre et sur mer. Elles ont été protégées efficacement par des avions partis des aérodromes installés à Sumatra, Bali et Bornéo.

La situation est encore trop confuse pour que l'on puisse s'en faire une idée exacte. Pour leur débarquement, les Japonais ont notamment choisi un endroit où plusieurs petites rivières forment un réseau qui continue des routes le long de la côte. Il n'est pas douteux que dans certains secteurs ils ne puissent s'installer dans le pays. On ne peut affirmer que la situation ait pu être « consolidée ».

Dans la région de Bentam, à l'ouest de Batavia, où un autre débarquement a pu être effectué, le repli des forces britanniques sur la rive droite du fleuve Sittang, la décision du général Thiang-Kai-Chek de ne pas déployer ses troupes au-delà d'une ligne partant de la frontière bang, à une distance de 35 milles de la côte, aboutissent une route gouvernementale et une ligne de chemin de fer qui conduisent directement. Les Japonais se proposent sans doute, à la suite de leur troisième débarquement dans la baie d'Indramayou, de couper l'île en deux.

OBERFELDKOMMANDANTUR (V) 870. DER OBERFELDKOMMANDANT

BEKANNTMACHUNG

Wie der Bevölkerung durch die französische Presse bereits bekanntgegeben wurde am Mittwoch, den 25. Februar 1942 gegen 7 Uhr morgens eine deutsche Wehrmachtseinheit in Uniform (Nachrichtenhelferin) in Lille auf dem Wege von ihrer Dienststelle zur Unterkunft auf dem Bürgersteig des Boulevard de la Liberté - vor dem Hause Rue de Bourgogne 7 (Eckhaus) - durch einen unbekanntes Zivilisten überfallen. Feige und hinterlistig wurde sie durch einen Messerich in den Rücken ermordet. Von der deutschen und landesgenossen Polizei sind zur Ergreifung des Täters Ermittlungen eingeleitet worden. Obwohl die Bevölkerung durch einen Presseanruf der landesgenossen Polizei aufgefordert wurde, zur Aufklärung der Tat beizutragen, hat es bisher an einem Erfolg gefehlt. Die gesamte Bevölkerung wird letztendlich eindringlich zur Mitarbeit aufgefordert. Von jedem Verdacht und jeder Spur, die zur Ergreifung des Täters führen könnten, ist sofort der nächsten deutschen oder landesgenossen Polizeidienststelle Mitteilung zu machen. Führt dieser letzte Appell an die Bevölkerung nicht dazu, dass bis zum 7. März 1942 mittags 12 Uhr der Täter ermittelt wird, so werden neben das öffentliche Leben erhebliche besorgniserregende Massnahmen allgemeiner Art zur Sühne gegen den Mordtäter mit ihrem Leben zu bestimmenden Personen als Geiseln mit ihrem Leben in Anspruch genommen, sowie Deportationen durchgeführt. Die Vorbereitungen zu diesen Massnahmen sind bereits eingeleitet. Schon jetzt ordne ich für die Stadt Lille und die Gemeinden:

Lambersart, Louveciennes, Sequeudin, Haubourdin, Loos, Faches-Thumesnil, Watten, Hellemmes, Mons-en-Barœul, Marœuil-Borœul, La Madeleine, Marquette, Saint-André, Wasquehal, Croix, Lannoy, Lys-lez-Lannoy, Roubaix, Faches-Thumesnil, Ronchies, Hellemmes, Mons-en-Barœul, Marœuil-Borœul, La Madeleine, Marquette.

folgendes an: Die Theater, Kinos und sonstigen Vergnügungstheater werden mit sofortiger Wirkung geschlossen. Lille, den 1. März 1942. gen. NIEHOFF, Generalleutnant.

OBERFELDKOMMANDANTUR (V) 870. DER OBERFELDKOMMANDANT

AVIS

Comme la population l'a déjà appris par les journaux français, une employée en uniforme (téléphoniste) de l'armée allemande, en faisant route de son travail à sa demeure, a été assassinée par un civil inconnu, le mercredi 25 février 1942, vers 7 heures du matin, sur le trottoir du boulevard de la Liberté à Lille, face à l'immeuble sis 7, rue de Bourgogne (maison d'angle). Elle a été instantanément et lâchement assassinée d'un coup de couteau frappé dans le dos. Afin de découvrir l'auteur de ce crime, une enquête a été ouverte par la police allemande et la police française. Quelque la population, par un appel de la police française paru dans les journaux, ait été invitée à contribuer à l'éclaircissement de ce crime, jusqu'à présent aucun résultat n'a pu être obtenu. La population, en sa totalité, est sérieusement et pour la dernière fois invitée à coopérer. Tous soupçons et toutes traces qui pourraient amener la découverte de l'auteur du crime doivent être immédiatement communiqués au bureau de police allemand ou français le plus proche. Si ce dernier appel ne permet pas de découvrir le coupable d'ici le 7 mars 1942, à midi, je serai dans l'obligation de prendre non seulement des mesures très sévères de restrictions générales contre la population, mais encore, à titre de représailles pour ce crime, de faire exécuter, sans délai, des personnes non encore déterminées, répondant de leur vie en tant qu'otages. D'autre part, des déportations seraient exécutées. Les dispositions préparatoires pour ces mesures ont déjà été prises.

D'ores et déjà, j'ordonne pour la ville de Lille et les communes de:

Saint-André, Wasquehal, Croix, Lannoy, Lys-lez-Lannoy, Roubaix, Faches-Thumesnil, Ronchies, Hellemmes, Mons-en-Barœul, Marœuil-Borœul, La Madeleine, Marquette.

ce qu'il suit: Les théâtres, cinémas et autres lieux de distraction (variétés, cabarets, etc.) seront immédiatement fermés. Lille, le 1^{er} mars 1942. Signé: NIEHOFF, Generalleutnant.

On ne peut pas gagner une guerre par des retraites répétées...

Genève, 1^{er} mars. — M. van Mook, gouverneur adjoint des Indes néerlandaises, a accordé une interview à un journaliste américain.

« Toutes les livraisons américaines destinées à Java ont été payées d'avance, a-t-il dit. Néanmoins, le matériel promis et vendu n'arrive pas. »

« C'est un crime, a ajouté M. van Mook, pour les Etats-Unis de refuser tout soutien aux Indes néerlandaises, gravement menacées par les Japonais. Si Java tombe dans les mains de ces derniers, ils pourront faire de cette île une forteresse imprenable. »

« Quelques personnes croient qu'il ne reste plus qu'à abandonner Java pour pouvoir mieux défendre la Birmanie, c'est une stupidité, car on ne peut pas gagner une guerre par des retraites répétées. »

Attaque aérienne japonaise contre une escadre alliée dans le détroit de la Sonde

Tokio, 1^{er} mars. — Au cours d'une attaque dans le détroit de la Sonde, l'aviation japonaise a incendié un navire de guerre, jaugeant 3.000 tonnes. Deux croiseurs et un destroyer ont, en outre, été bombardés et gravement endommagés.

Les troupes britanniques ont pratiquement abandonné la Basse-Birmanie

Mandalay, 1^{er} mars. — La prise imminente de Rangoon, le repli des forces britanniques sur la rive droite du fleuve Sittang, la décision du général Thiang-Kai-Chek de ne pas déployer ses troupes au-delà d'une ligne partant de la frontière

PRÉFECTURE RÉGIONALE DE LILLE

Appel à la population

Le mercredi 25 février 1942, à 7 heures du matin, alors qu'elle venait de quitter son travail et regagnait son domicile en compagnie de ses camarades, une jeune fille d'une vingtaine d'années, employée en uniforme, de la Liberté, à proximité de la rue de Bourgogne. Les recherches, immédiatement entreprises et poursuivies depuis, de concert par les polices allemande et française, n'ont pas permis, jusqu'ici, d'identifier l'auteur de cet inqualifiable attentat.

La population tout entière réprovoque — j'en suis certain — avec indignation, pareil attentat, dont l'odieux le dispute à la lâcheté et contre lequel se révolte la conscience française.

Ni l'autorité allemande ni l'autorité française ne sauraient accepter l'impunité du criminel.

La justice de notre pays fera tout son devoir. Il importe que l'ensemble de la population l'aide dans sa tâche d'indispensable répression.

Elle lui accordera tout son concours — j'en ai donné personnellement l'assurance — afin que le coupable soit rapidement retrouvé et châtié.

Elle le lui donnera en vue d'apporter la preuve qu'elle se désolidarise nettement d'actes pareils.

Elle le lui donnera, enfin, pour échapper aux lourdes et graves mesures de représailles dont elle est menacée, mesures précédées de premières sanctions collectives, dès maintenant en vigueur.

Pour la sauvegarde commune, chacun fera pleinement son devoir.

L'anonymat de la personne qui permettra la découverte du criminel recherché sera complètement respecté. Elle doit, ainsi, recevoir l'assurance qu'elle ne pourra être, à aucun moment, inquiétée.

De plus, une prime de 100.000 francs lui sera accordée en témoignage de reconnaissance pour le service qu'elle aura rendu à la collectivité.

Lille, le 2 mars 1942

Le Préfet de la région de Lille : Fernand GARLES.

Communiqué officiel allemand

QUARTIER GÉNÉRAL DU FÜHRER, 1^{er} MARS. — Le haut commandement des forces armées communique :

Au cours des combats qui se sont déroulés ces derniers jours dans la presqu'île de Kerch, l'ennemi a perdu 4.000 morts et 60 chars blindés. Dans la nuit du 27 février, des troupes d'assaut allemandes ont avancé de 30 km. sur la glace de la mer d'Azov jusqu'à la rive sud et subi de lourdes pertes, ont détruit un pont d'appui ennemi ainsi qu'un garasien.

Sur le front du Donetz, des combats acharnés ont eu cours. Des troupes italiennes et slovaques ont repoussé des attaques soviétiques, soutenues par des chars blindés.

Dans différents secteurs du front de l'Est, l'aviation a anéanti des positions de départ de l'ennemi et a détruit de nombreux chars, canons et véhicules. Dans le haut nord, des attaques aériennes efficaces ont été dirigées contre les installations militaires du port de Mourmansk. Un grand transport a été endommagé par des bombes.

En Afrique du Nord, des forces d'éléphants britanniques ont été repoussées. Des chasseurs allemands ont dispersé des détachements de patrouille blindés.

Dans la région de la Manche, un essaim de chasseurs allemands a abattu, sans subir de pertes, trois appareils faisant partie d'une importante formation de chasse britannique. Un autre chasseur ennemi a été abattu en combat aérien sur la côte belge.

LES ADVERSAIRES DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE sont les alliés naturels de l'Inde

DECLARE SUBHAS CHANDRA BOSE dans un appel au peuple hindou

Berlin, 28 février. — On communique les passages suivants d'un appel lancé au peuple hindou par Subhas Chandra Bose :

« Pendant un an, j'ai suivi avec intérêt le cours des événements. Maintenant que l'heure a sonné, je sors de ma réserve et je dis : « La chute de Singapour est l'aube d'une nouvelle ère d'histoire indienne. Le peuple hindou a souffert longtemps sous l'humiliation du joug étranger. Il a été ruiné spirituellement, culturellement, politiquement et économiquement. A présent, il doit humblement rendre grâce au Tout-Puissant de l'heureux événement qui promet aux Indes la vie et la liberté. »

« Dans l'histoire moderne, l'impérialisme britannique est l'ennemi acharné de la liberté. Rien qu'aux Indes, environ un cinquième de l'humanité a été opprimé et persécuté. Pour d'autres nations, l'impérialisme britannique peut être l'ennemi du jour, pour les Indes, c'est l'ennemi éternel. Entre les deux, il n'y a pas de compromis possible. Les adversaires de l'impérialisme britannique sont les alliés naturels de l'Inde, tout comme les alliés de l'impérialisme britannique sont actuellement nos ennemis naturels. »

« De temps en temps, l'étranger entend des voix qui viennent des Indes et qui prétendent parler au nom du Congrès national hindou. Mais elles passent par les organes de la propagande britannique et personne ne devrait commettre la bêtise de les considérer comme émanant de l'Inde libre. »

« Ainsi qu'il est d'usage, les oppresseurs britanniques se sont attachés à créer des aciations au sein du peuple hindou. Pour ces motifs, il y a aux Indes des hommes qui soutiennent ouvertement l'impérialisme britannique, et d'autres qui, consciencieusement ou inconsciemment, servent la cause de la Grande-Bretagne. Souvent, ils voient leurs raisons véritables en parlant de la collaboration avec la Chine de Tchoung King, la Russie soviétique et les alliés de l'Angleterre. En face, se trouve la grande majorité du peuple hindou, qui ne veut pas transiger avec l'impérialisme britannique, mais poursuit la lutte jusqu'à l'indépendance complète. Mais les conditions de guerre créées aux Indes ne permettent pas d'entendre la voix des patriotes hindous au-delà de leurs frontières. »

« Nous avons lutté pendant vingt ans pour l'indépendance de notre nation ; nous savons ce que sent et pense la quasi-totalité de nos compatriotes. A cette croisée des routes de l'histoire mondiale, je détecte une atmosphère de révolte de tous les compatriotes hindous, qu'ils se trouvent aux Indes ou à l'étranger, que nous continuons de combattre l'impérialisme britannique jusqu'au moment où l'Inde sera devenue une nation libre. »

UN EXPLOIT REMARQUABLE : Après avoir traversé la mer d'Azow SUR LA GLACE

Berlin, 1^{er} mars. — Au cours de la nuit du 28 au 29 février, plusieurs puissantes unités des troupes d'assaut allemandes ont traversé la mer d'Azov sur la glace de la rive nord de la côte de la mer d'Azov en direction de la côte sud. Après un marche très difficile de 30 km, elles ont atteint une base ennemie.

Les bolchevistes, complètement surpris par cette opération audacieuse, se retirèrent dans un bloc-khaus spécialement aménagé pour la défense. Mais ils ne purent y résister. Orkos à des charges explosives dirigées en plein but, leur résistance fut brisée et la base fut atteinte avec tous ses occupants.

Les troupes d'assaut prirent alors le chemin du retour sans avoir perdu un seul homme.

Pour se rendre compte du caractère de cet exploit, il y a lieu de noter qu'une marche de nuit de 60 km sur la glace constituée à elle seule une performance remarquable. La surface de la mer d'Azov n'est pas une patinoire ; elle est couverte de blocs de glace et de neige amoncelés, et se trouve, de ce fait, difficilement praticable.

« Nous avons lutté pendant vingt ans pour l'indépendance de notre nation ; nous savons ce que sent et pense la quasi-totalité de nos compatriotes. A cette croisée des routes de l'histoire mondiale, je détecte une atmosphère de révolte de tous les compatriotes hindous, qu'ils se trouvent aux Indes ou à l'étranger, que nous continuons de combattre l'impérialisme britannique jusqu'au moment où l'Inde sera devenue une nation libre. »

A RIOM LES CONSÉQUENCES POSSIBLES d'une lâche agression

M. Daladier reconnaît avoir donné des indications inexactes à la commission sénatoriale de la guerre

Riom, 1^{er} mars. — Samedi, à 15 h. 45, après la suspension d'audience, le président a poursuivi l'interrogatoire de M. Daladier, auquel on reproche des déclarations inexactes devant les commissions et leurs commissions, sur la préparation à la guerre, notamment en matière de défense aérienne.

Le président quitte des yeux son questionnaire et regarde l'ancien ministre :

— Qu'avez-vous à dire sur ces points précis ?

M. Daladier, après avoir dit qu'en trois années on ne peut retenir contre lui que deux ou trois contre-verseux, reconnaît avoir donné à la commission du Sénat des indications inexactes.

« Je me suis trompé, dit-il, ayant sans doute été trompé moi-même. Un coup de téléphone pour obtenir les renseignements voulus m'a induit en erreur. On m'a mal renseigné ou j'ai mal compris. »

M. Coussu en arrive au rôle joué par l'ancien ministre dans l'application de la législation du travail. L'accusation reproche à M. Daladier d'avoir fait appliquer dans toute sa rigueur la loi de quarante heures et d'avoir pratiquement interdit pendant longtemps le recours aux heures supplémentaires.

« Une circulaire du 9 juillet 1938, affirme M. Coussu, est fort nette et est égarée elle a été la conséquence la plus néfaste sur le rendement des industries françaises. »

« Cette circulaire, réplique M. Daladier, m'a été présentée dans une liasse de documents par le secrétaire général de l'Institut M. Guinand, j'ai d'ailleurs signé et j'en prends la responsabilité. »

M. Daladier fait un exposé détaillé des motifs qui l'ont incité à entretenir cette décision : manque de chômage, difficultés d'obtenir l'accord des syndicats pour les heures supplémentaires dont certains ne voulaient entendre par là à aucun prix.

(Lire la suite page 2.)

Le 25 février, à 7 heures du matin, une jeune Allemande a été lâchement assassinée, boulevard de la Liberté, à Lille, d'un coup de couteau dans le dos.

En annonçant cette nouvelle, nous avons déjà, dans notre numéro de vendredi, exprimé toute l'indignation que nous éprouvons à la pensée qu'un tel crime ait pu être commis, et nous sommes certains qu'il soulèvera la réprobation de la quasi-totalité de la population.

Il est facile de concevoir que les autorités allemandes ne puissent pas laisser impuni cet attentat contre un des membres de leur armée, surtout lorsqu'il s'agit d'une femme, dont la faiblesse même aurait dû désarmer, par avance, le bras du criminel.

Le général Niehoff, commandant la région de Lille, a, en conséquence, prévu de sévères représailles pour le cas où, d'ici le 7 mars, le coupable n'aurait pas été découvert. On peut craindre, notamment, des exécutions et des déportations. D'autres mesures enfin, dont la fermeté des lieux de plaisir constitue évidemment la plus anodine, frapperont la collectivité.

Il convient de reconnaître que les autorités allemandes, depuis les événements de mai 1940, se sont attachées à rétablir, par le maintien à la vie publique une activité aussi proche de la normale que les circonstances et la guerre le permettaient. Elles ont, notamment, favorisé en ce qui concerne le ravitaillement des habitants, autorisé la circulation jusqu'à une heure avancée, encouragé la réouverture des cafés et des salles de spectacles, favorisé enfin le fonctionnement de nos grandes écoles et de nos facultés.

Tous ceux qui, lors de l'année, peuplent lamentablement les routes de France, n'espèrent certes pas une telle mansuétude.

Mais on conçoit que ces efforts en vue de nous adoucir les souffrances et la rigueur découlant de la situation ne sauraient être accomplis et maintenus dans une atmosphère troublée par des crimes et des attentats. Les avantages dont nous bénéficions présentement nous ont été consentis de bon gré ; s'ils nous étaient retirés demain nous ne pourrions que le déplorer, mais nous devrions nous soumettre au régime, si dur fût-il, qui nous serait imposé.

Il est donc de l'intérêt de tous que le calme règne dans notre région.

On doit souhaiter que le dédit accordé par les autorités allemandes permette la découverte du coupable. Dans l'intérêt général, et si pénible que cela puisse paraître au tempérament français, il est désirable que la population participe dans ce but aux recherches entreprises et apporte à la police française tous les renseignements de nature à faciliter sa tâche.